

8 25. Feb. 77 1 1

DEPARTEMENT POLITIQUE  
FEDERAL

Berne, le 7 février 1977

p.B.15.21.Port.(1) - NF/zü

VISITE OFFICIELLE A BERNE DU MINISTRE DES AFFAIRES  
ETRANGERES DU PORTUGAL, M. JOSE MANUEL DE MEDEIROS FERREIRA,  
LES 13 ET 14 JANVIER 1977

---

Délégation portugaise

M. José de Medeiros Ferreira	Ministre des affaires étrangères
M. Eduardo M.F. Bugalho	Ambassadeur du Portugal
M. Fernando de Magalhaes Cruz	Ambassadeur, Chef de la Direction des affaires politiques
M. Joao E. Nunes de Oliveira Pequito	Ambassadeur, Chef de la Direction des affaires économiques
M. Eduardo Paz Ferreira	Chef de cabinet
M. José Lameiras	Secrétaire du Ministre des affaires étrangères
M. Eduardo J. de Almeida Loureiro e Vasconcellos	Conseiller de l'Ambassade du Portugal

Délégation suisse

M. le Conseiller fédéral Pierre Graber  
M. l'Ambassadeur Albert Weitnauer  
\* M. l'Ambassadeur Paul Jollès  
M. l'Ambassadeur Giovanni Bucher  
M. l'Ambassadeur François de Ziegler  
M. l'Ambassadeur Anton Hegner  
\* M. le Ministre Jean Cuendet  
M. le Ministre Jean Zwahlen  
\* M. le Ministre Cornelio Sommaruga  
M. Ernst Andres  
\* M. Yves Morét

./.



- 2 -

- \* M. Franz Blankart
- M. Claudio Caratsch
- M. François Nordmann

- \* seulement pour les questions européennes

\* \* \*

## COMPTE RENDU DES ENTRETIENS DU 13 JANVIER 1977

Le Chef du Département souhaite la bienvenue à son collègue dont il attendait la visite avec impatience, s'agissant du ministre des affaires étrangères d'un Etat qui s'efforce de rejoindre les pays démocratiques d'Europe.

M. Medeiros Ferreira est heureux de se trouver en Suisse à la fois pour des raisons d'Etat et personnelles puisqu'il y était réfugié.

### Situation politique et économique du Portugal

- a) Abordant la question de la situation politique au Portugal, le Ministre observe tout d'abord que le régime le plus stable en définitive, c'est la démocratie. Aucun régime autoritaire ne peut rester longtemps au pouvoir. Et rien ne serait plus faux que de croire que le Portugal est condamné à l'instabilité dans sa vie politique.
- b) La révolution du 24 avril 1974 a surpris les amis du Portugal. L'Europe n'était pas préparée au changement intervenu dans la péninsule ibérique. On se fondait trop sur la stabilité des régimes en place. Cette circonstance n'a pas facilité la tâche des forces démocratiques du Portugal. Le problème du mouvement des forces armées (MFA) était d'échapper à l'influence des forces de droite et des forces totalitaires du PC. Elles ont dû consentir à un compromis tactique par le biais du pacte avec les militaires qui ont permis l'organisation des élections générales à l'Assemblée constituante, lesquelles ont donné une radiographie exacte de l'opinion publique au Portugal. Ces élections ont confirmé que le Portugal veut à la fois la démocratie et les réformes sociales; les forces radicales de gauche ont été battues sur le plan politique et non par des moyens policiers.

La Constituante a permis la tenue des élections parlementaires. Le président est le garant de la Constitution face à l'armée et dans l'ensemble les règles de la Constitution sont bonnes, même si la réalité a obligé les partis à faire des compromis. En raison de ce consensus très large à travers les partis, le Gouvernement actuel, bien que minoritaire, réussit à faire passer les lois.



c) Les problèmes économiques

Le principal problème est celui des syndicats. Il y a le syndicat populaire et celui qui est organisé par le PC; mais on peut négocier des accords avec les syndicats. Ce n'est pas le Portugal qui détient le record européen en matière de grèves. On a donné trop de publicité à ces grèves, dont le nombre se situe en réalité dans une moyenne européenne raisonnable.

Ce qu'il y a de plus préoccupant, c'est la situation économique proprement dite. La perte des colonies entraînait la fin d'un marché facile et le flux financier positif, qui existait naturellement, disparaît; la balance des paiements couvrait le déficit de la balance commerciale qui apparaît maintenant sans remède. C'est un problème de l'ordre économique mondial et le Portugal doit agir sur la conjoncture, c'est-à-dire sur des restrictions aux importations malgré l'attachement au principe de la liberté. Le taux de la croissance industrielle est assez honorable avec 8 %. Il offre l'espoir d'un démarrage et d'une croissance soutenue. Pour ce qui est de la réforme agraire, deux thèses divergentes sont en présence. Le PC a pris l'initiative de faire occuper les terres et d'organiser la répartition et la production ensuite. Le PS en revanche estime qu'il faut d'abord organiser la production et fixer la taille des exploitations avant de les peupler et de passer au système de distribution. Il s'agit donc de rationaliser cette réforme agraire dont l'objectif est de promouvoir la production intérieure afin de limiter les importations de maïs et de blé. Ce sera certainement un succès. Les indices sont favorables dans le secteur industriel et dans les secteurs mixte, public et privé. Dans le domaine des services, le tourisme pose des problèmes conjoncturels graves qu'il sera possible de résoudre ces prochaines années. En résumé, le Portugal est sur la voie d'un équilibre économique, il compte sur les crédits d'investissements étrangers et s'efforce d'offrir des garanties : la Banque nationale met au point un code pour la protection des investissements étrangers sur une base technique et non idéologique.

Le Chef du Département relève l'optimisme de son interlocuteur et souligne qu'il est rare de voir qu'un Gouvernement aussi largement minoritaire puisse apporter la stabilité. Il est vrai que les autres formations politiques ne sont pas pressées de se trouver au pouvoir, mais les élections communales démontrent que la formule est viable. Reste à savoir si l'accroissement des voix communistes va se poursuivre ou non.

M. Medeiros Ferreira : La réponse dépend de l'évolution économique. Si le PS échoue dans les problèmes économiques et sociaux, c'est le PC qui prendra de l'influence, mais il ne faut pas négliger le fait que l'opinion est encore traumatisée par les méthodes utilisées en 1975 par le PC : recours à la violence, etc. De son côté, la droite se regroupe et elle profite du fait que le PS soit au pouvoir pour préparer l'avenir. Il est vrai qu'il existe un décalage entre l'idéologie de ces partis et les aspirations de leur électeurat. La démocratie chrétienne (CDS) donne effectivement l'impression d'attendre son heure. Les



sociaux-démocrates n'ont pas d'emprise sur le monde ouvrier. Mais la base ne comprend pas la politique du CDS; elle souhaiterait une opposition plus ouverte et plus absolue. Il en va de même au PPD, dont la direction voudrait pourtant participer au Gouvernement en coalition avec nous. La situation est paradoxale : d'une part le PPD veut une coalition avec nous tout en souhaitant nous renverser et le CDS, qui ne veut pas de coalition, nous appuie. Pour ce qui est du PPD, ses dirigeants ont une origine démo-chrétienne mais ils ont misé sur la laïcisation et sur la formation d'un parti social-démocrate. A propos de l'extrême droite, bien sûr elle existe physiquement (les responsables de l'ancien régime) mais si jamais le fascisme renaissait, ce ne serait pas le fait des anciens : ce seront les jeunes générations déçues. Mais ce n'est pas un problème actuel. C'est tout au plus une question du maintien de l'ordre, ce n'est pas un problème politique. De l'autre côté, le PC portugais est le plus stalinien d'Europe. Il obéit à Moscou et continuera à le faire. Le PC a appuyé le coup de Prague en 1968. Il est vrai que sous l'effet de la pratique démocratique, il existe une tendance dans la jeune génération à évoluer dans un sens moins pro-soviétique, notamment chez les députés, mais ce n'est pas encore pour demain. Cunhal ne croit pas à l'euro-communisme, où il voit une mystification. Cependant, il serait faux de croire que les actions du PC sont dictées à Moscou et si Moscou a laissé faire le PC au Portugal, c'est parce que les Soviétiques étaient plus intéressés à la décolonisation en Afrique.

A des questions de M. Zwahlen sur les problèmes économiques, le Ministre portugais répond qu'il existe 400.000 chômeurs compte tenu des réfugiés rentrés d'Afrique et que le plan d'expansion prévoit la création de 120.000 emplois nouveaux. Pour ce qui est de l'endettement extérieur, nous croyons possible de l'atténuer sur une durée de 4 à 5 ans, mais ce Gouvernement fait appel aux capitaux extérieurs. Malheureusement, la concurrence internationale n'est pas favorable, elle limite les possibilités du Portugal. Là-dessus le Ministre portugais pose la question de savoir quelle est la situation en Suisse, sous l'angle économique, vu la stabilité économique de notre pays.

Le Secrétaire général expose que la Suisse a été touchée par la récession d'autant plus qu'elle vivait dans l'euphorie d'une croissance exagérée et qu'elle n'était pas préparée au choc de la hausse du prix du pétrole. La construction et l'industrie horlogère ont été principalement touchées et les investissements se sont taris. Le redimensionnement dans la construction, qui était nécessaire, a tout de même provoqué une réduction de 30 à 40 % de ce secteur. L'horlogerie s'est fait dépasser par l'avance technologique américaine; de plus, elle a pris du retard dans la concentration de ses entreprises nettement trop petites pour faire face à la concurrence. Le mouvement ne s'est d'ailleurs pas arrêté, il reste de grands efforts à faire dans tous les domaines pour rester compétitifs. L'industrie chimique et même celle des machines sont touchées et ce d'autant plus qu'elles dépendent des marchés extérieurs, notamment des Etats-Unis. Un autre obstacle rencontré par notre économie d'exportation est la hausse du cours du franc. La réputation de la Suisse est trop bonne mais le flottement se situe à un niveau peu réaliste. Nous avons pu neutraliser ce phénomène en veillant



à la stabilité du coût de la vie, le taux d'inflation ayant été ramené à 1,3 %. De ce fait, l'écart entre les monnaies est moins sensible en raison de la poursuite de l'inflation dans les pays qui nous entourent.

La Suisse s'efforce d'une part de relancer l'économie en utilisant des réserves, en créant de nouvelles places de travail et d'autre part en renforçant la promotion commerciale à l'étranger. Le chômage a pu tomber de 30.000 à la moitié environ mais l'expansion de l'économie suisse dépendra évidemment de l'avenir économique de l'Europe occidentale et nous regardons tous, comme nos partenaires, vers Washington. Les experts dont le président Carter s'est entouré, tous gens d'expérience et capables, donnent lieu à optimisme.

Le Chef du Département apporte les précisions suivantes : Si la construction a été touchée, c'est en partie dû au très fort ralentissement du génie civil, conséquence du mauvais état des finances publiques; le fait ensuite d'avoir pu maintenir un taux de chômage assez bas est artificiel, puisque nous avons simplement renvoyé la main-d'oeuvre étrangère qui ne trouvait plus d'emplois chez nous. La hausse vertigineuse du franc suisse n'a pas atteint les exportations, mais elle a mis une limite au taux de croissance du bénéfice des grandes entreprises. Pour ce qui est de l'horlogerie, nous sommes en train de rattraper le retard technologique sur les Etats-Unis mais nos prix sont trop peu compétitifs et le chômage est destiné à augmenter. Les perspectives sont donc plutôt sombres.

Le Ministre portugais remercie.

## 2. Tour d'horizon international

### Relations du Portugal avec l'Espagne

Le Ministre portugais : Nos relations avec l'Espagne sont bonnes. Nous sommes tenus à un bon voisinage en raison de la géographie et ce, quel que soit le régime espagnol. Lors de la récente rencontre Suarez-Soares, qui fut utile et importante, nous avons constaté avec plaisir la sincérité du Gouvernement espagnol dans ses efforts de démocratisation : nous préférons avoir affaire à un régime démocratique. Au cours de la révolution portugaise, nous avons éprouvé quelques difficultés, mais l'Espagne s'est montrée très prudente, même lors de l'incendie de son ambassade à Lisbonne par des forces extrémistes. La diplomatie espagnole a su limiter les réactions, malgré l'énervement des militaires. Même au pire moment, nous n'avons pas eu de problèmes graves. Mais il faut dire que nos liens ne sont pas non plus très étroits, même pas sous l'angle commercial et économique : la formation historique et économique de nos pays est différente. Il n'y a pas d'intégration géographique et économique. Ensuite, le climat de cordialité vient tout juste de s'instaurer dans les rapports politiques grâce à l'évolution de l'Espagne. Soit dit en passant, c'est une erreur, à notre avis, de ne pas légaliser le PC, car dans la clan-



destinité, le PC a plus de ressources pour entraver le processus démocratique. Enfin, bien qu'on n'ait jamais vu un régime pareil se libéraliser de lui-même, nous avons espoir en l'avenir.

M. Graber : Nous aussi, nous avons confiance, c'est déjà une réussite prodigieuse que ce peuple ait pu sans effusion de sang modifier pareillement ses institutions. Nos contacts démontrent une volonté claire et continue de libéraliser de la part du Gouvernement. C'est allé très vite. On aurait pu croire à plus de réserve de la part de la nouvelle génération puisque les anciens cadres du régime franquiste sont tous restés en place, ce qui limite d'autant la liberté de manœuvre du Gouvernement. Les choses bougent également au PC. Les hommes politiques sont convaincus de la nécessité de l'admettre, à part entière, mais ils craignent cependant la réaction de l'armée.

M. Medeiros Ferreira : J'aimerais dire que l'argument de l'opposition des militaires à la légalisation du PC a également été avancé chez nous par ce Suarez raté qu'était Caetano. C'est un point faible de Suarez car les généraux sont partisans de la démocratisation. Nous pensons en réalité qu'il s'agit de tactique et que Suarez veut laisser les partis politiques bourgeois prendre de l'avance pour établir leurs positions.

#### Relations Etats-Unis - Europe

Le Secrétaire général : C'est surtout le phénomène économique qu'il faut relever. Sous l'angle politique, bien que nous soyons neutres, nous sommes favorables à la construction européenne. L'élargissement de la Communauté va faire que pratiquement seuls les Neutres et la Norvège resteront à l'écart de l'institution de Bruxelles. Déjà maintenant, la tendance existe outre-Atlantique à considérer que l'Europe est uniquement composée de l'Europe des Neuf, et l'élargissement de la Communauté va encore renforcer cette manière de voir. Nous avons à notre disposition, pour faire connaître notre point de vue, principalement le Conseil de l'Europe, mais ce n'est pas un forum tout à fait approprié, les Etats s'en désintéressent; aux réunions de caractère politique ils n'envoient plus leur ministre. La Suisse s'efforce également de multiplier les rencontres bilatérales.

Le Ministre Medeiros Ferreira entend discuter deux choses. En premier lieu, la question du forum qu'est le Conseil de l'Europe. Il n'y a pas d'autre enceinte si l'on veut essayer de rationaliser l'union politique. On devrait même élargir le Conseil de l'Europe pour y englober la Yougoslavie, car il est important que l'Europe prenne conscience du problème du non-alignement.

Pour ce qui est ensuite de la coopération atlantique, le Portugal en est lui-même partisan. Il a tout à gagner à coopérer avec les USA mais aussi avec l'Amérique latine, étant admis que le premier rang est occupé par l'Afrique qui est pour ainsi dire son complément. Il vaut mieux un bon voisin éloigné que proche et l'expérience de la collaboration avec les Etats-Unis et le Canada s'est révélée positive.



M. Graber : Pour nous, le Conseil de l'Europe est l'institution où les problèmes doivent être débattus sans aller au-delà de l'information. Nous insistons pour que les problèmes politiques soient discutés, sans nous faire d'illusions sur la portée de ces débats. L'accroissement du nombre des membres est le bienvenu. Il n'est pas toujours sûr cependant que la proximité d'une super-puissance soit préférable à celle de l'autre. Il faut admettre qu'il n'y a de menaces théoriques que d'un seul côté et il est naturel que l'Europe établisse des liens privilégiés avec les USA, mais il serait préférable que l'Europe se défende elle-même toute seule; quant à nous, nous faisons notre part.

### Afrique australe

M. Graber : Vous êtes plus africains que nous bien sûr et vos vues nous intéressent au premier chef. A notre avis, il y a plusieurs points chauds en Afrique. Le premier est le Sahara et même si l'attitude de l'Algérie reste intransigeante, nous n'y voyons cependant pas de risque de conflit ouvert.

Autre point chaud d'une tout autre importance : l'Angola et le Mozambique. Pour ce qui est de l'Afrique australe enfin, il faut distinguer, croyons-nous, le cas de la Rhodésie de celui de l'Union sud-africaine. Même les Noirs reconnaissent qu'il n'est pas question d'expulser les Blancs de l'Afrique du Sud mais de trouver les formes d'une cohabitation et d'une égalité des droits. De plus, l'Afrique du Sud est beaucoup plus forte et moins vulnérable. On peut donc miser sur une évolution plus lente des événements et espérer qu'un authentique dialogue se déroulera. Pour ce qui est de la Rhodésie, la population est faible et alors que Smith semblait avoir dû reconnaître la réalité sous la pression des Etats-Unis, tout est remis en cause pour des questions d'horaire apparemment secondaires. De plus, l'influence de l'Union soviétique n'est pas négligeable sur les mouvements de guérillas et les Etats de la ligne de front. Cependant, on entend dire partout que la Rhodésie ne sera pas un deuxième Angola.

M. Medeiros Ferreira : Nous n'avons pas voulu diriger la décolonisation de nos colonies; nous n'avons pas les moyens de les aider à résister au PC. Traditionnellement, le Parti socialiste est plus lié au MPLA qu'aux autres mouvements, mais nous avons observé que l'indépendance, dans les termes imposés par le MPLA, revenait à une percée soviétique en Afrique, qui, à son tour, influençait le Mozambique. Celui-ci était tout d'abord non aligné sur le modèle chinois jusqu'à l'indépendance de l'Angola lequel amène le Mozambique à un rapprochement avec l'Union soviétique. Pour nous, il était clair que l'Union soviétique comptait jouer un rôle à travers nos colonies. Cependant, ce n'est pas absolu : quand les Soviétiques ont voulu organiser une conférence commune des mouvements de libération de l'Angola ex-portugaise, ils n'ont pas eu le résultat escompté, car les dirigeants n'ont pas voulu d'une telle réunion. C'est évidemment du domaine de la spéculation, mais il semble que les Soviétiques insistent pour influencer les développements en Afrique australe. Des armements soviétiques débarquent



constamment, c'est une donnée inquiétante. Pour ma part, je crois que le problème rhodésien sera résolu sans convulsion, mais avec un prix à payer. Il faudra trouver un calendrier et une formule de transition; mais tout dépend de la réponse qu'on donnera à une question fondamentale : les Blancs vont-ils rester ou non ? D'après notre expérience, nous pensons que non. La formule que j'ai dite sera d'ailleurs difficile à trouver et je m'attends à un exode, bien que ce soit plutôt de la spéculation. Le Ministre remarque encore que le fait que la communauté internationale se préoccupe de la Rhodésie, alors qu'elle n'avait rien fait pour l'Angola, a des effets très négatifs au Portugal : nous avons dû faire sortir et reclasser un demi-million de personnes de l'Angola et du Mozambique sans recevoir d'aide extérieure alors que Kissinger incite les Blancs à partir et leur offre des compensations. Pour ce qui est de l'Afrique du Sud, le Portugal est plus inquiet qu'on pourrait l'être à première vue. Il existe des indices de démoralisation et d'inquiétude chez les Blancs. Tout le monde voit dans le Moyen-Orient des foyers dangereux pour la paix dans le monde, mais peut-être en Afrique australe on en arrivera plus vite qu'on le croit à des confrontations violentes et armées. D'ailleurs, les conflits régionaux augmentent d'intensité; ainsi, on entretient la guérilla en Angola. Or, il est clair que le MPLA est en réalité la seule force capable de gouverner. Le fait de maintenir la guérilla prouve qu'on s'attend à un conflit plus généralisé à partir des zones qui ne sont pas contrôlées par le MPLA. On se prépare dans cette zone, ou bien une solution politique. La limitation de l'influence soviétique, la stabilisation des nouveaux pays indépendants, comme l'Angola et le Mozambique, qui se rapprocheront du non-alignement, prouvent la diminution des facteurs de violence. Le problème de la Rhodésie sera en définitive résolu par le calcul des probabilités des grandes puissances sur les chances de la victoire dans la zone australe.

M. Graber pose deux questions : L'équilibre des super-puissances exclut la guerre ouverte mais non la guerre limitée. Quand on nous dit : "Il n'y aura pas de deuxième Angola", il faut le prendre au sérieux. La question se pose même avec des armes sophistiquées.

M. de Ziegler : Il est vrai qu'en Angola l'Union soviétique s'est lancée à la suite de la défaillance du Congrès.

Le Ministre portugais : Je ne pense pas que l'Union soviétique ait pris en compte la paralysie du Congrès. Les Soviétiques ont joué fort et ont profité de l'occasion. De même que si au Portugal le pays était tombé aux mains du PC, il y serait encore.

M. Bucher : Et la présence des Cubains ?

M. Medeiros Ferreira : Les Cubains sont partout, ils ont pris goût à ce travail, mais ils ne sont pas présents en quantité alarmante. Ils ne font pas un autre travail que celui de la coopération technique et ils ne sont pas aussi présents au Mozambique qu'en Angola. Quant à l'établissement de relations diplomatiques entre le Portugal et l'Angola et le Mozambique, ces Etats ont tendance à vouloir gagner du temps; ils donnent la priorité à la normalisation.



COMPTE RENDU DES ENTRETIENS DU 14 JANVIER 1977

Les deux délégations siègent en l'absence des Ministres qui se livrent à un échange de vues en un tête à tête. Les problèmes bilatéraux évoqués lors de la première partie de la séance font l'objet d'un procès-verbal séparé.

A 11.15 h., reprise de la séance en présence des Ministres.

A l'intention des Ministres, le Ministre plénipotentiaire Sommaruga résume la discussion. Il insiste sur le problème des restrictions à l'importation dues au déficit de la balance des paiements, sur la révision du code des investissements, sur le projet suisse qui devrait servir de base à un accord bilatéral, sur la protection et l'encouragement des investissements.

Les aspects multilatéraux de la collaboration dans le cadre de l'AELE ont également été évoqués; dès la fin du délai référendaire, la Suisse ratifiera l'accord sur le Fonds du développement industriel. Enfin, il a été question des intentions du groupe Nestlé d'investir pour 400 millions de francs au Portugal.

M. Bucher précise que l'article constitutionnel sur la cogestion n'est pas non plus très clair et qu'il sème la confusion auprès des investisseurs.

Le Ministre portugais : Il ne faut pas confondre le code des investissements et l'article constitutionnel qui est sacré. Les travailleurs se sont rendu compte qu'ils devaient veiller en priorité au maintien de l'emploi, contrairement au climat qui régnait au début de la révolution. Les lois sociales donneront les formes de la cogestion, mais les travailleurs sont eux-mêmes conscients des excès d'une gestion globale et métaphysique; ils n'en veulent plus et se limiteront à la gestion au sens étroit du terme.

Le règlement dira clairement quelle forme de gestion s'appliquera aux différentes formes de la propriété (étatique, coopérative ou privée). Quant aux investissements suisses, ils ne posent certainement pas de problèmes plus grands qu'ailleurs en Europe.

M. Caratsch évoque à son tour les problèmes du contentieux lusitano-suisse et ceux de l'aide technique, qui ont déjà été traités : le problème des biens, des filiales de sociétés industrielles qui ont rencontré des difficultés du fait des commissions ouvrières; une commission d'enquête examinera ces cas.

Plusieurs projets de coopération technique ont été évoqués. Ainsi les plans de la réorganisation des transports publics à Lisbonne et à Porto et l'octroi de bourses d'études.



M. Sommaruga déplore la réponse négative du Portugal dans l'affaire d'une industrie de jus de fruits; vu la surproduction de vins et des possibilités d'emplois que ferait naître cette usine, il pose la question de savoir si l'on peut reprendre ce projet par la biais du fonds d'industrialisation de l'AELE.

### 3. Sommet AELE/Conseil de l'Europe/CSCE

M. Graber : La Suisse se sent à la fois neutre et européenne. Elle s'intéresse à tout ce qui fortifie l'Europe, dont elle déplore le relatif effacement. Dans cette optique, elle considère avec faveur les efforts du Portugal pour adhérer aux Communautés. Elle souhaite qu'aucune discrimination ne résulte de la candidature du Portugal car il est de l'intérêt des deux parties de mener parallèlement la démobilitation tarifaire avec les Communautés et avec l'AELE.

La Suisse restera en dehors des Communautés aussi longtemps qu'il faudra prendre au sérieux les finalités politiques du Traité de Rome et elle tient d'autant plus aux contacts bilatéraux, voie dans laquelle ses partenaires l'ont encouragée.

M. Medeiros Ferreira : La décision d'adhérer aux Communautés tient aux considérations suivantes : à l'époque du Gouvernement provisoire nous voulions nous approcher de l'Europe, mais sans demander l'adhésion; de même, le Parti socialiste avait décidé de ne pas demander l'adhésion pendant la période transitoire. Mais finalement, nous n'avions que le choix de l'une des options suivantes : ou bien à l'instar des pays neutres, le Portugal n'entraît jamais dans la Communauté, ce qui conditionnait un renforcement de ses liens avec l'AELE, ou bien il envisageait d'adhérer aux Communautés, mais dans ce cas pourquoi attendre et limiter ainsi soi-même ses perspectives d'adhésion ? Le Gouvernement a donc choisi de ne plus attendre parce que la Communauté s'élargit et qu'elle adopte de plus en plus de règlements internes. Le candidat sera ainsi mis devant l'obligation d'accepter un grand nombre de règles à l'élaboration desquelles il ne devra pas participer. C'est pourquoi nous avons décidé d'adhérer. Le Premier Ministre fera le mois prochain une tournée des capitales des Neuf pour poser le principe de notre candidature. Celui-ci une fois admis, il faudra encore fixer les modalités, dont, notamment, une période transitoire. Par rapport à l'AELE, il n'y aura pas de préjudice au libre-échange qui est un acquis. Je ne suis pas un expert des questions économiques. Tôt ou tard, il faudra instituer une formule de coordination avec l'AELE. Je ne peux pas aller plus loin pour l'instant.

M. Graber : Le couloir de communications doit englober notre préoccupation de non-discrimination.

M. Jolles : Il est essentiel d'éviter une compétition entre les deux formules d'intégration AELE et CE. Du point de vue suisse, si jamais une telle concurrence a existé, nous l'avons dépassée et le lien a été établi au moment des accords de libre-échange CEE-AELE, dont les deux parties sont satisfaites et qu'elles utilisent à fond. Nous n'avons pas d'objection à l'adhésion du Portugal aux Communautés mais l'expérience nous indique comment procéder en pareil cas. Notre



- 11 -

accord conclu avec la Communauté s'étendra au Portugal dès qu'il sera devenu membre des Communautés. Jusqu'alors, le traité de Stockholm conserve sa validité. Il n'y a donc pas de problème, mais l'élargissement des Communautés par des pays non membres de l'AELE pose la question d'une période de transition. Ce sera l'un des sujets du sommet de l'AELE, à propos duquel nous devrions échanger des réflexions communes. Cette réunion aura un double objectif : mettre en relief l'acquis de l'AELE, c'est-à-dire le libre marché et permettre une réflexion sur la suite, deuxièmement rappeler à l'extérieur que l'AELE existe. Il y a donc trois sortes de problèmes :

- a) le perfectionnement du libre-échange entre les 16 pays de l'AELE et des Communautés; c'est à la fois une question technique et de principe (par exemple l'extension du libre-échange à l'approvisionnement non discriminatoire).
- b) la protection du libre-échange contre des perturbations économiques à l'intérieur des pays : différence des situations intérieures de la Grande-Bretagne, l'Italie, la France d'une part, de l'Allemagne et des Pays-Bas d'autre part. Comment venir à bout de ces distorsions ?
- c) question de l'élargissement de la Communauté et aménagement des liens avec les deux ou trois pays encore en dehors du système.

Cela n'implique pas de modification de notre politique d'intégration; nous sommes d'accord avec les objectifs de la Communauté. Le sommet de l'AELE est l'indication d'une volonté d'ouverture et nous savons que la Communauté souhaite une démobilisation parallèle avec la Grèce et l'Espagne.

Le Ministre portugais : Nous sommes bien d'accord, le sommet de Vienne sera l'occasion d'en parler, cela nous permettra aussi d'expliquer utilement l'adhésion de notre pays aux Communautés. Dans notre idée, les Communautés devraient être une association de l'Europe démocratique, c'est pourquoi la question se pose de la liaison avec les pays non membres de l'Europe démocratique.

M. Weitnauer : Il se pose également une question de méthode. Comment allons-nous rester en contact, est-ce via le Conseil de l'Europe ou par des contacts bilatéraux ?

M. Medeiros Ferreira : Nous n'avons pas d'idée préconçue à ce sujet, mais nous songeons au Conseil de l'Europe : nous y sommes d'autant plus intéressés que nous venons d'y arriver. Nous voulons lui donner de la vie car nous sommes conscients de son importance. Nous espérons profiter de ce forum dans un sens dynamique. Nous préférons l'utiliser comme organe de dialogue pour augmenter nos contacts multilatéraux

M. Graber : Nous n'allons pas vous décourager car nous sommes animés de la même préoccupation. Le Conseil de l'Europe est le seul forum politique, mais l'expérience nous a rendus sceptiques vu les

./.



- 12 -

réticences des Communautés. Nous avons choisi d'autres voies avec leurs membres les plus importants.

M. Medeiros Ferreira : A notre avis, les Neutres ont un rôle important à jouer à l'égard des non-alignés. C'est ce que nous avons voulu souligner en demandant qu'on inscrive ce point à l'ordre du jour. Ainsi vous étiez invités à Colombo et nous aussi nous pensons qu'il est important de maintenir ce contact. Le Portugal est limité dans son action en tant que membre de l'OTAN et il veut le rester, mais il se passe chez les non-alignés un phénomène dangereux. Ils croient que les pays de l'Europe de l'Est sont leurs seuls alliés. Or, il faut au contraire leur démontrer que ce n'est pas le cas, par exemple en augmentant l'aide au développement. Nous devons être présents, et pour sa part le Portugal est très intéressé à ces liens avec les zones lusitanophones.

M. Graber : Nous sommes en contact avec les modérés avec lesquels un dialogue est possible.

M. Weitnauer : Je conçois le bien-fondé de ce que vous venez de dire. La Suisse a suivi le mouvement, mais nous ne pouvons nous aligner sur les non-alignés, c'est un problème politique : jusqu'où pouvons-nous aller ? Nous ne pouvons pas participer à leur entreprise. Dès lors, il y a des limites à notre influence. Nous ne pouvons entrer en compétition avec les pays communistes qui apparaîtraient comme les seuls alliés des non-alignés, mais sur ce point, les pays en développement sont assez déçus des faibles contributions réelles des pays de l'Est qui leur donnent un appui politique et militaire mais pas du tout économique. En soi, votre idée est fructueuse et nous devons maintenir l'équilibre également avec l'Union soviétique.

Le Ministre portugais : A part la Suisse et le Portugal les Neutres étaient les seuls invités de l'Europe. Mes propos n'ont pas d'arrière-pensée. Il ne s'agit pas d'une compétition. Il faut être plus attentif au développement et effacer l'idée que les seuls alliés des non-alignés sont les pays de l'Est.

M. Graber : Nous devons faire ce que nous pouvons pour appuyer les non-alignés et notamment les modérés qui doivent comprendre qu'ils ne sont pas seuls.

La séance est levée à 12.20 h.